

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

van

WOENSDAG 11 FEBRUARI 2009

Namiddag

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

du

MERCREDI 11 FEVRIER 2009

Après-midi

Le développement des questions et interpellations commence à 15.08 heures. La réunion est présidée par M. Yvan Mayeur.

De behandeling van de vragen en interpellaties vangt aan om 15.08 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Yvan Mayeur.

01 Questions jointes de

- Mme Camille Dieu à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'ajout du cancer du poumon dû à l'amiante à la liste des maladies indemnissables par l'AFA" (n° 10823)

- Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'inscription du cancer des poumons dû à l'amiante sur la liste des maladies de l'amiante faisant l'objet d'une indemnisation" (n° 10930)

- Mme Muriel Gerkens à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante" (n° 10969)

01 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Camille Dieu aan de vice-eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "het toevoegen van door asbest veroorzaakte longkankers aan de lijst van ziekten die voor AFA-vergoeding in aanmerking komen" (nr. 10823)

- mevrouw Lieve Van Daele aan de vice-eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de opname van longkanker ten gevolge van asbest op de lijst van de vergoede asbestziekten" (nr. 10930)

- mevrouw Muriel Gerkens aan de vice-eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "het Schadeloosstellingsfonds voor asbestslachtoffers" (nr. 10969)

01.01 Camille Dieu (PS): Monsieur le président, madame la ministre, les cancers du poumon dus à l'amiante n'ont pas, jusqu'à présent, été reconnus comme maladies indemnissées par le fonds Amiante (AFA) créé par la loi-programme du 27 décembre 2006.

Les maladies reconnues aujourd'hui sont le mésothéliome ou l'asbestose car ces deux maladies graves ne peuvent être contractées qu'à la suite d'une exposition à l'amiante. Le fonds Amiante accorde alors une indemnité aux travailleurs salariés, aux travailleurs indépendants, ainsi qu'aux victimes environnementales de l'amiante.

On peut pourtant dire que certaines personnes exposées à l'amiante peuvent contracter d'autres maladies que celles que j'ai citées, notamment le cancer du poumon, le cancer du larynx ou encore des plaques pleurales. Il est évident que d'autres facteurs peuvent causer ces maladies; c'est sans doute pour cette raison qu'on ne les reconnaît pas d'office.

Le malade ayant été longtemps en contact avec l'amiante durant son activité professionnelle, qui déclare un cancer du poumon plutôt qu'un mésothéliome ou une asbestose, éprouve des difficultés à faire reconnaître sa maladie.

Je connais plusieurs victimes de l'amiante qui rencontrent ce problème car j'habite la région d'Harmignies sur le territoire duquel la firme Coverit était située. On a d'ailleurs élevé un monument à ces victimes l'an dernier.

Régulièrement, des demandes de reconnaissance sont formulées, notamment concernant des cancers du poumon.

Ne pensez-vous pas qu'on pourrait élargir la liste des maladies reconnues?

01.02 Lieve Van Daele (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, ik heb de vraag eigenlijk al gesteld in de plenaire vergadering, maar er was een foutieve koppeling gebeurd. Daarom stel ik ze nog eens opnieuw.

De oprichting van het Asbestfonds in 2007 was een belangrijke en gewaardeerde stap. Ondanks de uitdrukkelijke vraag van de Vereniging voor Asbestslachtoffers is longkanker inderdaad niet opgenomen op de lijst van vergoede asbestziekten, terwijl er nochtans een heel duidelijke en bewezen link tussen beide is.

Mevrouw de minister, bent u bereid om longkanker en eventueel andere ziekten die duidelijk worden veroorzaakt door asbest, aan de lijst toe te voegen? Zo ja, wanneer kunt u een initiatief ter zake nemen? Zo neen, waarom wordt dan het onderscheid gemaakt, wat door de slachtoffers van asbest als onrechtvaardig wordt ervaren?

01.03 Muriel Gerken (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, j'ai introduit cette question à la suite des échanges qui ont eu lieu en séance plénière la semaine passée. Madame la ministre, répondant aux questions posées par les parlementaires, vous aviez rappelé que le dispositif qui créait le fonds d'indemnisation pour les victimes de l'amiante avait été adopté à l'unanimité, avec les limites qui posent aujourd'hui un problème.

Je profite de l'occasion pour préciser qu'une proposition de loi avait été élaborée et co-signée par des parlementaires. Tous les partis étaient représentés, francophones et néerlandophones. Elle était le résultat d'un travail de longue haleine mené avec les représentants des syndicats et des mutuelles, le CNT ayant aussi rendu un avis sur ce sujet.

À l'époque, à la suite du décès d'un proche, M. Verhofstadt, ayant pris conscience du problème, avait dit vouloir ne pas laisser les choses en l'état.

Effectivement, un texte émanant du gouvernement et s'inspirant en partie de la proposition de loi, par ailleurs citée dans l'exposé des motifs, a été adopté sous la précédente législature. Ce texte avait ses limites; elles sont mises en évidence maintenant. Le cancer du poumon n'était pas prévu dans les critères. Les indemnisations étaient faibles. Nous avons aussi parlé de toute une série de dispositions qui excluaient des intervenants ou qui limitaient le versement des indemnisations. Considérant que c'était un premier pas, nous avons voté pour ce texte. Cependant, il est logique que l'on évoque à nouveau les craintes émises par rapport à ces dispositions.

Une des raisons pour lesquelles le cancer du poumon a été refusé est le fait que la majorité des cas de cancer du poumon est due à la consommation de tabac. Pour notre part, un de nos arguments consistait à dire que s'il y avait présence de fibres, c'est qu'il y avait eu exposition à l'amiante. Mais apparemment il existe des cas de cancer du poumon dus à la consommation de tabac, avec ou sans présence de fibres.

Je sais qu'une évaluation ne pourra avoir lieu qu'en avril. C'est ce que prévoit le dispositif inscrit dans la loi.

Néanmoins, par rapport aux demandes introduites par des personnes qui ne sont pas indemnisées par le fonds des maladies professionnelles, a-t-on une idée du nombre de demandes introduites pour indemnisation et du suivi qu'on leur donne? Certaines de ces demandes concernent-elles des cas de cancer du poumon?

Des indépendants ont-ils introduit des dossiers? D'après mes informations, très peu d'indépendants, sinon aucun, se sont adressés au fonds. Or, une des originalités du fonds était justement de permettre aux indépendants d'y recourir puisqu'ils ne sont pas couverts par le fonds des maladies professionnelles.

J'aimerais aussi savoir si, vu les demandes et l'insistance, la réflexion s'est poursuivie sur la présence de fibres en cas de cancer du poumon. Avance-t-on?

La situation vécue voilà quelques mois, avant la modification de la loi fin 2008, d'une personne décédée

avant de recevoir l'indemnisation, dont les héritiers n'ont donc pu bénéficier malgré leurs frais engagés pour garantir une bonne fin de vie à la victime ayant droit à cette indemnisation, constitue-t-elle un cas isolé ou bien est-ce le cas de beaucoup de personnes? Auquel cas, nous pourrions prévoir une exception: les héritiers du cas exposé n'avaient pas conscience qu'ils ne percevraient pas l'indemnisation après le décès de leur parente.

01.04 Laurette Onkelinx, ministre: Monsieur le président, chers collègues, j'ai partiellement répondu à ces questions en réponse à la question de Mme Van Daele en séance plénière. Je me concentrerai donc sur les éléments complémentaires.

La question centrale est de savoir s'il ne convient pas d'ajouter le cancer du poumon comme maladie due à l'amiante; cela permettrait une indemnisation via le fonds Amiante. Vu l'importance du problème, il s'agit de fournir une réponse nuancée.

D'abord, il convient de rappeler quelques différences majeures entre le mésothéliome et le cancer du poumon. L'exposition à l'amiante est la cause principale de l'apparition de mésothéliomes: dans plus de 80% des victimes, elle est liée à une exposition à l'amiante. L'amiante est aussi la seule substance connue qui provoque le mésothéliome.

Par contre, l'exposition à l'amiante est relativement marginale dans le cadre de l'apparition d'un cancer du poumon. En effet, chez plus de 90% des victimes de cette maladie, on retrouve le tabagisme actif ou passif comme cause principale. On estime à 7.000 le nombre annuel de cas de cancer du poumon en Belgique, selon une estimation du registre du cancer réalisée en 2005.

Un consensus médical existe pour estimer qu'une faible exposition à l'amiante peut être la cause d'un mésothéliome: une exposition environnementale suffit.

En revanche, il faut une exposition importante à l'amiante pour accepter un lien possible entre cette exposition et l'apparition d'un cancer du poumon. Ainsi, une exposition professionnelle supérieure à 25 fibres par millilitre et par année est acceptée comme seuil justifiant l'imputation du cancer du poumon à l'amiante. Une exposition environnementale simple à cette substance ne suffit en principe pas pour provoquer l'apparition d'un cancer du poumon.

L'exposition à l'amiante (avec un recours au fonds Amiante) est établie si la personne souffrant d'un cancer est reconnue comme atteinte d'un cancer professionnel dû à l'amiante – c'est l'application des critères d'exposition dans le cadre des maladies professionnelles –, ou si elle a précédemment été reconnue comme atteinte d'une asbestose, soit dans le cadre des maladies professionnelles, soit dans le cadre du fonds Amiante.

Sinon la seule possibilité d'établir le lien entre l'amiante et le cancer du poumon, c'est de souscrire aux critères biométriologiques d'exposition du FMP. Il s'agit ici de la recherche de fibres d'amiante ou de corps asbestosiques dans les poumons.

Dat houdt in dat de getroffen de mineralogische analyseresultaten moet bezorgen. Die kunnen slechts worden verkregen via invasieve technieken, broncoscopie van bronchoalveolair lavagevocht en/of, nog zeldzamer, door longbiopsies bij het chirurgisch wegsnijden van de tumor.

Als de wetgeving in de vergoeding van longkanker te wijten aan asbest door het AFA zou voorzien, dan zou de discriminatie tussen de zieken aangetast door longkanker te wijten aan asbest en de zieken aangetast door andere ziekten te wijten aan asbest, zoals mesotheliom en asbestose, daadwerkelijk verdwijnen. Er zal echter een nieuwe ongelijkheid worden gecreëerd tussen personen die zijn aangetast door een kanker die van oorsprong een beroepsziekte is. Immers, de slachtoffers van longkanker te wijten aan asbest, zouden beter worden vergoed door het FBZ en door het AFA dan de slachtoffers van longkanker te wijten aan een beroepshalve blootstelling aan een andere toxische substantie dan asbest, zoals nikkel, chroom 6+ enzovoort.

Comme vous pouvez le voir, la problématique est complexe. Elle mérite d'être analysée par le fonds des maladies professionnelles à qui j'ai soumis votre question relative à l'éventuelle intégration du cancer du poumon dû à l'amiante dans la liste des maladies reconnues dans le cadre du fonds Amiante.

En ce qui concerne les statistiques, je peux vous indiquer que 51 cas de cancers pulmonaires dus à l'amiante ont été reconnus en 2007 dans le cadre des maladies professionnelles et 57 cas en 2008. Ces cancers ne sont donc pas reconnus en AFA. Le nombre de cas de mésothéliome reconnu par l'AFA depuis sa création en avril 2007 jusqu'au 5 décembre 2008 s'élève à 343. Les chiffres que j'ai précédemment communiqués à certains collègues avaient trait au nombre de décisions prises par le fonds Amiante. Et vous savez qu'un cas de mésothéliome génère plusieurs décisions du fonds Amiante.

Par ailleurs, des questions m'ont été posées quant aux chiffres actualisés, au statut de la personne (salarié ou indépendant). Mon administration m'a proposé de procéder à un état des lieux complet pour la fin du mois de mars. Je demanderai donc à mon équipe d'être particulièrement attentive afin que cet état des lieux me soit communiqué en vue de vous le transmettre.

Évidemment, le fonds Amiante ne sera pas mis en faillite par une application rétrospective de la disposition relative au versement des arriérés aux héritiers.

Maar het gaat er evenwel om om zich zoveel mogelijk te schikken naar de principes van niet-retroactiviteit. Ik maak ook van de gelegenheid gebruik om de aandacht te vestigen op het probleem van de marginale aangifte van beroepslongkankers. Momenteel wordt jaarlijks een vijftigtal longkankers te wijten aan asbest, erkend als beroepsziekte, terwijl men er vijf keer meer vermoedt.

Je vais sensibiliser les professionnels de la santé à l'importance de la mise en évidence des facteurs étiologiques professionnels.

Pour le surplus, je renvoie à mes propos tenus en séance plénière.

01.05 Camille Dieu (PS): Madame la ministre, vous avez demandé au fonds des maladies professionnelles d'analyser la situation à la suite de notre demande. Comment pourrait-il agir sur l'AFA pour une reconnaissance?

01.06 Laurette Onkelinx, ministre: En fonction de tous les critères que je viens de donner concernant les liens et le parallélisme potentiel entre mésothéliome, cancer du poumon et la discrimination qu'on pourrait créer en plaçant le cancer du poumon dans le fonds Amiante.

Ils vont examiner la question en termes de discrimination. Vous souhaiteriez que j'adresse aussi une demande au fonds Amiante?

01.07 Camille Dieu (PS): Je ne suis pas médecin. J'ai essayé de tout comprendre.

En admettant qu'on mette des analyses effectuées par bronchoscopie ou biopsie à disposition, qu'on y découvre le nombre de fibres suffisant pour provoquer le cancer du poumon dû à l'amiante – vous avez cité le chiffre de 25 fibres par millilitre par an –, pourquoi ne pas admettre que cette maladie soit reconnue par l'AFA? De toutes façons, tous ceux qui se présentent doivent remettre un dossier médical complet.

01.08 Laurette Onkelinx, ministre: Comme je le disais tout à l'heure, les cancers du poumon dus à l'amiante sont plutôt rares comparativement au mésothéliome. Si on rend leur reconnaissance possible par l'AFA, il n'y a plus de discrimination à ce niveau mais il y aurait une discrimination dans les maladies professionnelles, entre ceux qui ont le cancer du poumon lié à une surexposition à l'amiante et ceux qui ont un cancer du poumon dû à d'autres agents toxiques. C'est là que se situe la difficulté. En supprimant une discrimination, on en crée une autre. Je ne rejette pas l'idée mais c'est un sujet délicat.

J'ajoute qu'il est évident que les comités de gestion doivent communiquer.

01.09 Camille Dieu (PS): Peut-être que si l'on reconnaissait les maladies professionnelles à leur juste valeur, on éliminerait les discriminations.

01.10 Maggie De Block (Open Vld): Je comprends la discussion mais il faut établir un lien entre l'exposition et le type de cancer. On peut prouver ce lien par le nombre de fibres. Mais comme vous le dites, il existe beaucoup d'autres cancers qui sont supposés être dus au tabac ou aux peintures mais on ne peut le prouver.

Il faut disposer de preuves scientifiques et établir un diagnostic pathologique. C'est une démarche scientifique. Ce sont des critères scientifiques.

01.11 Lieve Van Daele (CD&V): Mevrouw de minister, ik denk dat het belangrijk is dat wij het debat voeren. Ik ben blij dat de diensten bijzonder attent zullen zijn en dat nadere gegevens ons nog ter beschikking zullen worden gesteld. Ik begrijp dat het een genuanceerd antwoord is over een complexe materie. Ik begrijp ook dat u niet wenst dat de ene ongelijkheid wordt vervangen door een andere.

Ik zou toch nog een elementje willen toevoegen. Ik denk dat er in de huidige situatie vaak een ongelijkheid is tussen mensen die actief zijn geweest op dezelfde werkplek. Ik verklaar mij wat nader. Heel wat inwoners uit de buurt van Temse – ikzelf kom uit die streek, het Waasland – die op de Boelwerf hebben gewerkt, kampen inderdaad met ziektes die gerelateerd zijn met asbest. Vaak zijn het mensen die door een intensieve jarenlange blootstelling ziek zijn geworden. Zij begrijpen vaak niet waarom het ene wel en het andere niet voor vergoeding in aanmerking komt. Ik denk dat u dat element moet meenemen. Ik denk dat daar sprake is van een zeer grote ongelijkheid binnen eenzelfde groep van mensen.

Anderzijds wil ik uit uw antwoord ook meenemen dat er zich ook andere vormen van longkanker ontwikkelen door blootstelling aan toxische stoffen. Ik denk dat we de verantwoordelijkheid moeten nemen en wij mogen bijgevolg niet, zoals met asbest gedurende twintig jaar wel weet hebben van de schadelijke effecten, maar er vrij laat tegen optreden. Ik denk dat wij uit heel het debat moeten meenemen hoe wij schadelijke effecten preventief zoveel mogelijk moeten vermijden en beperken.

01.12 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, nous avons décidé de créer une discrimination positive vis-à-vis des victimes de l'amiante car nous portons une responsabilité politique. En effet, alors que l'on savait que les fibres d'amiante étaient mortelles, on a continué son exploitation et son utilisation en y exposant des travailleurs. Le fonds d'indemnisation intervient complémentirement au fonds des maladies professionnelles. Une victime de l'amiante bénéficie donc de l'intervention de deux fonds alors qu'une autre personne victime d'une autre maladie professionnelle ne bénéficie que de l'intervention du fonds des maladies professionnelles. Il s'agit d'une certaine discrimination qui nous permet d'assumer les responsabilités de manière collective.

Je voudrais me référer à l'intervention de Mme Dieu. Si un cancer est reconnu comme maladie professionnelle, suite à une exposition importante à l'amiante, par le fonds des maladies professionnelles, il devrait bénéficier de l'intervention complémentaire.

Si les mêmes critères de concentration d'amiante ont entraîné un cancer du poumon chez une victime environnementale ou chez un indépendant, ils doivent avoir les mêmes possibilités de recourir au fonds d'indemnisation.

Un autre fils de moins de 40 ans est malheureusement décédé, il y a environ un mois, dans la famille Jonker, en laissant des enfants derrière lui. Le père était ingénieur chez Eternit et la mère est décédée après avoir lessivé ses vêtements de travail. Trois frères sont déjà décédés et les survivants souffrent de plaques pleurales et ont peu d'espoir de survie. Ce sont des victimes environnementales qui souffrent des mêmes concentrations parce que le père, passionné par son travail, ramenait chez lui de l'amiante qu'il sciait dans sa cave. Il a ainsi fortement exposé ses enfants à l'amiante.

01.13 Laurette Onkelinx, ministre: Il s'agit là du mésothéliome.

01.14 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): Bien entendu.

À ce sujet, je voudrais vous signaler que des personnes actuellement âgées de 40 à 50 ans, fils d'indépendants travaillant dans l'industrie verrière, ont développé des cancers, en sciant des plaques d'Eternit ou en regardant leur père le faire.

Certaines victimes environnementales ont été exposées de la même façon que les travailleurs. Je ne parle pas ici de victimes d'amiante dans les murs ou par floconnage.

Il me paraît intéressant de s'interroger sur la possibilité de recours à l'indemnité complémentaire et j'estime que la discrimination positive vis-à-vis des victimes de l'amiante constitue une compensation par rapport à une responsabilité politique qui n'a pas été respectée.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

02 Vraag van mevrouw Maggie De Block aan de vice-eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "een samenwerkingsovereenkomst tussen een belangengroepering en een mutualiteit" (nr. 10429)

02 Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "un accord de coopération entre un groupement d'intérêts et une mutualité" (n° 10429)

02.01 Maggie De Block (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, dit is een zeer korte vraag.

De Boerenbond en de Landsbond van de Christelijke Mutualiteiten hebben een samenwerkingsovereenkomst gesloten. Die overeenkomst heeft betrekking op de buitenlandse seizoenwerknemers die een verzekering voor gezondheidszorg kunnen bekomen en voortaan enkel het remgeld zullen moeten betalen, net zoals dat voor onze verzekerde Belgen geldt.

Er wordt evenwel tevens melding gemaakt van het feit dat aansluiting bij de CM gratis is, zowel voor leden van de Boerenbond als voor de seizoenwerknemers zelf. De administratieve opvolging zal gebeuren door CM Limburg.

Mevrouw de minister, hoe staat u tegenover dergelijke samenwerkingsovereenkomsten tussen een belangengroepering en één mutualiteit?

Overweegt u de nodige maatregelen te nemen opdat een dergelijke regeling, waarbij buitenlandse seizoenwerknemers enkel het remgeld moeten betalen, wordt veralgemeend, zodat het, met andere woorden, niet langer een privilege wordt voor buitenlandse werknemers die zich daarvoor – weliswaar gratis – moeten aansluiten bij de CM, of voor werkgevers die lid zijn van de Boerenbond of AVBS?

Is de bepaling dat zowel de seizoenwerknemers als leden van de Boerenbond gratis kunnen aansluiten, een geoorloofde vorm van ledenwerving? Ik herinner mij de discussie, vorig jaar, inzake een ander ziekenfonds waar er bij aansluiting een auto kon worden gewonnen.

Welke financiële repercussies zal die gratis ledenwervingspolitiek hebben op de administratieve onkostenvergoedingen die aan de mutualiteiten worden toegekend voor de geleverde prestaties?

02.02 Minister Laurette Onkelinx: Mijnheer de voorzitter, mevrouw De Block, de werknemers die, op grond van de RSZ-wet van juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, sociale bijdragen dienen te betalen voor de sector geneeskundige verzorging en uitkeringen, zijn gerechtigd in de prestaties van verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en de uitkeringen. Onder bepaalde voorwaarden is dat onder meer het geval voor de seizoenwerknemers.

Dezelfde regels zijn van toepassing op alle seizoenwerknemers, Belgische of van een andere nationaliteit.

Buitenlandse seizoenwerknemers worden, in het raam van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, dus gelijkgesteld met de Belgische arbeiders. Er worden dus voor alle seizoenwerknemers aan de bron sociale bijdragen van het loon afgehouden.

De berekeningswijze van de arbeidsongeschiktheidsuitkeringen en de terugbetaling van hun geneeskundige verzorging gedurende het verblijf in België van buitenlandse seizoenarbeiders, zijn identiek aan die van de Belgische seizoenarbeiders.

Op administratief vlak moet de buitenlandse seizoenwerknemer zich bij een verzekeringsinstelling naar keuze aansluiten, vooraleer, zoals voor elke, andere sociaal verzekerde, het recht op geneeskundige verstrekkingen kan worden geopend. Deze aansluiting is gratis voor allen. Enkel een bijdrage voor de aanvullende verzekering kan, op grond van de statuten van het ziekenfonds, aan de leden van het ziekenfonds worden gevraagd.

Hier is niets specifiek voor de seizoenarbeiders. De voorwaarden betreffende de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging zijn voor alle leden van het ziekenfonds dezelfde, ongeacht de hoedanigheid waaronder zij zijn ingeschreven.

En vertu de l'arrêté royal de février 2002, les frais d'administration des cinq unions nationales sont répartis entre ces unions en fonction – on en a déjà souvent parlé – de leur nombre moyen d'affiliés au 30 juin des trois années qui précèdent l'année en cours.

Les travailleurs saisonniers qui sont membres de la mutualité au 30 juin d'une année donnée sont donc pris en considération dans le mode de calcul de la répartition des frais d'administration.

Tout incitant purement financier à l'affiliation à une mutualité est en contradiction avec l'article 118 de la loi sur l'assurance maladie invalidité. Cet article garantit notamment le libre choix de la mutualité.

J'en arrive ainsi à votre question proprement dite. Le service du contrôle administratif de l'INAMI n'a pas encore pu contrôler si, une fois en vigueur, l'accord de coopération avec le Boerenbond, auquel vous faites référence, a eu un impact réel sur le nombre de membres des mutualités de l'Alliance nationale des mutualités chrétiennes.

Daarenboven zijn de controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van de ziekenfondsen bevoegd om toezicht te houden op de naleving van de bepalingen die vervat zijn in de wet van augustus 1990 op de ziekenfondsen en landsbonden van ziekenfondsen, waaronder het verbod voor ziekenfondsen en landsbonden enig voordeel toe te kennen dat uitsluitend van aard is om personen aan te zetten tot mutatie naar een ziekenfonds van een andere landsbond.

Uit de lezing zelf van het akkoord dat gesloten werd tussen de Boerenbond en de Landsbond van de Christelijke Mutualiteiten lijkt het er niet op dat er in casu sprake is van een aanzet tot mutatie. Ik heb evenwel ook aan de diensten gevraagd de inhoud van de overeenkomst grondig te onderzoeken wat de naleving van de voormelde wetgeving betreft. Ik verwacht de conclusies in de loop van de volgende weken.

02.03 Maggie De Block (Open Vld): Mevrouw de minister, ik dank u voor de stappen die u reeds hebt ondernomen. Het moet inderdaad voort worden onderzocht. Ik ben zeker niet ongerust over het aantal leden van de Christelijke Mutualiteiten. Ik ben zeker een voorstander van de vrije keuze van ziekenfonds en zou willen dat de wet ter zake wordt nageleefd.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

03 Vraag van de heer Patrick De Groote aan de vice-eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "het oneigenlijk gebruik van kinderbijslagen" (nr. 10722)

03 Question de M. Patrick De Groote à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le recours impropre aux allocations familiales" (n° 10722)

03.01 Patrick De Groote (N-VA): Mevrouw de minister, de minister van Defensie, de heer De Crem, heeft een akkoord met de vakbonden over de vrijwillige legerdienst. De vrijwillige legerdienst zou er eigenlijk komen voor jongeren die niet zijn geslaagd in de rekruteringsproeven. Zij zouden alsnog een carrière in het leger kunnen beginnen en tijdens de eerste vier maanden zouden die jongeren in vrijwillige legerdienst hun kindergeld, werkloosheidsuitkering of leefloon blijven ontvangen bovenop een soort soldij. Na vijf maanden ontvangen zij dan een volwaardig loon van Defensie.

Ik heb daarover een aantal vragen, mevrouw de minister. Gaat u akkoord met het oneigenlijke gebruik van het kindergeld en andere sociaalezekerheidsfondsen om de eerste maanden van de dienstdoening bij en rekrutering door Defensie te betalen?

Hebt u al uw akkoord gegeven over het voorstel van uw collega, de minister van Defensie, om die defensie-uitgaven gedeeltelijk af te wimpelen op de kinderbijslagfondsen en andere sociaalezekerheidsfondsen? Zijn er misschien voorwaarden aan gekoppeld? Ik denk bijvoorbeeld aan het doelgroepenbeleid, inzet van jongeren voor humanitaire acties.

Zullen er socialezekerheidsbijdragen worden geïnd op de soldij tijdens de eerste vier maanden? Telt die periode van vier maanden mee voor de opbouw van socialezekerheidsrechten voor die jongeren in vrijwillige legerdienst? Ik denk hierbij aan invaliditeitsverzekering, wacht- of werkloosheidsuitkering, pensioen.

Zijn er op dit ogenblik nog beroepssectoren die bij het aanwerven van jongeren kunnen rekenen op het doorlopen van kindergeld of andere socialezekerheidsvoorzieningen voor de eerste maanden van hun indiensttreding? Zo neen, wordt het systeem uitgebreid naar andere sectoren?

Wordt de solidariteit in de kinderbijslagen en de sociale zekerheid in het algemeen niet ondergraven door dit soort gebruik?

Ik dank u alvast voor uw antwoord.

03.02 Laurette Onkelinx, ministre: Monsieur le président, je voudrais d'abord dire très clairement deux choses.

J'ai pu lire dans un journal qu'il y avait des intentions mais je n'ai jamais vu le projet et je n'en ai donc jamais discuté. Je ne connais évidemment rien sur le programme de formation ou sur le montant de la solde, ce qui est indispensable pour répondre à vos questions.

Enfin, les revenus d'intégration et les allocations de chômage ne relèvent pas de mes compétences.

In de huidige kinderbijslagregeling worden al bepaalde opleidingsvormen waarmee onderwijs met praktijkervaring gepaard gaat, aanvaardt om te bepalen of een jongere nog rechtgevend is op kinderbijslag, in de mate dat bepaalde inkomensgrenzen niet worden overschreden. Dat is bijvoorbeeld het geval met de jongere die verbonden is door een leerovereenkomst in de middenstandsvorming, waar het maandelijks loon op dit ogenblik niet meer dan 480,47 euro mag bedragen.

Op 17 maart 1971 besliste de toenmalige minister van Sociale Voorzorg, op advies van de toenmalige commissie van Advies inzake Betwiste Zaken, om leerlingen van de Koninklijke Cadettenschool die een dienstverbintenis hebben aangegaan, als rechtgevend op kinderbijslag te beschouwen. Er werd van uitgegaan dat de gratificatie die hen werd toegekend niet met zich meebrengt dat deze leerlingen een winstgevende bedrijvigheid zouden uitoefenen. De toekenning ervan diende gezien te worden als een aanmoediging bij de studie die aan de militaire cadetten wordt toegekend. Er zijn geen specifieke beroepssectoren waar de kinderbijslag na een indiensttreding verder wordt uitbetaald.

Voilà ce que je peux vous dire en l'absence de connaissance d'un projet précis de mon collègue.

03.03 Patrick De Groote (N-VA): Mevrouw de minister, ik dank u voor uw antwoord dat mij wat verwondert. U hebt het voorstel gelezen, maar blijkbaar wordt er tussen ministers geen grondig overleg gepleegd wanneer men voorstellen doet, of wordt er niet samengewerkt.

U verwijst naar dergelijke situaties, vooral in het onderwijs met praktijkervaring, waar men wel die mogelijkheid heeft maar waar dan een afhankelijkheid is ingebouwd naar rato van het inkomen.

Op mijn laatste vraag hebt u niet veel geantwoord. Wij zijn altijd voorstander geweest om de kinderbijslagen uit de financiering van de sociale zekerheid te halen om de loonkosten te kunnen doen dalen en de kinderbijslagen te financieren door de algemene middelen. Er wordt al jaren gesproken over een alternatieve financiering van de sociale zekerheid, maar deze regering blijft pleiten voor een te hoge loonkost met een arbeidsonvriendelijk klimaat en een kindonvriendelijk gezinsbeleid tot gevolg.

Ik zeg dat omdat 7% van de werkgeversbijdrage in de lonen bestemd is voor de kinderbijslagen. Ik meen dat mijn collega u daarover straks een vraag zal stellen, maar we zien dat de kinderbijslag sinds 1984 nauwelijks omhoog is gegaan. Het laatste deel van mijn vraag was dan ook waar dat geld naartoe gaat. Men moet weten dat de werkgevers tegenwoordig 5,25 miljard euro leveren voor de kinderbijslag en dat 2 miljard daarvan in andere sectoren van de sociale zekerheid is gepompt. Nu passeert ook Defensie aan de kassa van de socialezekerheidsfondsen en vraagt men om het kindergeld vier maanden langer te blijven uitbetalen.

Ik vind dat er moet worden overlegd over het feit dat andere werkgevers moeten opdraaien voor de

socialezekerheidsuitgaven van staatspersoneel, met name voor militairen. Ik hoop dat u binnenkort de zaken zult nagaan en dat wij alsdan van u duidelijk zullen vernemen of u pro of contra bent.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

04 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw Sarah Smeyers aan de vice-eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de plannen van Vlaams minister Vandenbroucke om een Vlaamse kinderbijslag uit te bouwen" (nr. 10736)
- de heer Michel Doomst aan de vice-eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de Vlaamse vraag voor hogere kinderbijslag" (nr. 10926)
- de heer Koen Bultinck aan de vice-eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de vraag van de Gezinsbond met betrekking tot de kinderbijslag" (nr. 11005)

04 **Questions jointes de**

- Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le projet du ministre flamand, M. Vandenbroucke, de mettre au point des allocations familiales flamandes" (n° 10736)
- M. Michel Doomst à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la demande de la Flandre en faveur d'une majoration des allocations familiales" (n° 10926)
- M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la demande du 'Gezinsbond' concernant les allocations familiales" (n° 11005)

04.01 Sarah Smeyers (N-VA): Mevrouw de minister, in Vlaanderen wordt de eis voor een aanvullende kinderbijslag, verstrekt door de deelstaten uiteraard, breed gedragen. De Gemeenschappen zijn ook bevoegd voor deze materie ingevolge de BWHI artikel 5, §1, tweede streepje, eerste lid, wat de bijstand aan personen betreft, onder meer het gezinsbeleid, met inbegrip van alle vormen van hulp en bijstand aan gezinnen en kinderen.

Vlaams minister van Onderwijs en Werk, Frank Vandenbroucke, verklaarde dat Vlaanderen reeds begonnen was met een dergelijke aanvullende kinderbijslag, weliswaar onder de vorm van een schooltoelage. Hij zei ook dat er bovendien een stappenplan is om die kinderbijslag nog verder uit te breiden.

De ervaring leert dat de Franstaligen weigerachtig staan tegenover deze Vlaamse bevoegdheidsuitoefening in sociale aangelegenheden. Wat bijvoorbeeld de zorgverzekering betreft, hebben wij onlangs kunnen vaststellen dat de Franstaligen niet hebben nagelaten alle middelen uit te putten om Vlaanderen te beletten die maatregel zelf in te voeren. Tevergeefs, weliswaar.

Vandaar mijn vragen, mevrouw de minister. Aanvaardt u de bevoegdheid van Vlaanderen om deze aanvullende kinderbijslag te verstrekken binnen de bevoegdheidsverdeling van de BWHI?

Zult u zich onthouden van acties om die bevoegdheidsuitoefening tegen te werken conform de federale loyaliteit?

Bent u van plan deze kwestie op tafel te brengen in het overlegcomité?

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoord.

04.02 Laurette Onkelinx, ministre: Monsieur le président, je ne savais pas que la question de M. Doomst était jointe. Je pensais que Mme Smeyers avait une question spécifique sur les déclarations de M. Vandenbroucke.

Le **président**: On peut les joindre ou pas, c'est comme vous voulez.

Mijnheer Doomst, gaat uw vraag over hetzelfde punt?

04.03 Michel Doomst (CD&V): Monsieur le président, j'en ai bien l'impression.

04.04 Laurette Onkelinx, ministre: Cela ne me pose pas de problème; c'est même encore plus facile pour moi.

04.05 Michel Doomst (CD&V): Mijnheer de voorzitter, de Gezinsbond vroeg onlangs op haar congres om de kinderbijslag naar boven te kunnen opwaarderen vanuit de vaststelling dat in de afgelopen kwarteeuw de koopkracht van het kindergeld toch met 40 procent is gedaald, en dat sinds 1984 de kinderbijslag amper is gestegen.

De berekening gebeurt nog altijd op dezelfde wijze als toen, wat toch zeer complex is, en in een evoluerende maatschappij toch minder op zijn plaats.

Mevrouw de minister, ik wil u daarom vragen of u die problematiek erkent.

Wat denkt u eraan te doen om daar een passend gevolg aan te geven?

Bent u eventueel bereid om de kinderbijslag uit te breiden?

Stelt u aanpassingen in de berekening van de kinderbijslagen in het vooruitzicht?

In 2005 hebben de werkgevers 5,25 miljard aan bijdragen geleverd. Hoeveel euro daarvan is wel degelijk gebruikt voor dat juiste doel, namelijk de kinderbijslag? Hoe is de rest verdeeld?

Vindt u niet dat wij er absoluut eens goed over moeten nadenken of een verdere regionalisering van de kinderbijslag een fundamentele oplossing aan dat probleem kan bieden?

04.06 Koen Bultinck (Vlaams Belang): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, ik wil mij aansluiten bij de dubbele eis op het jongste congres van de Gezinsbond.

Ten eerste is er een eis voor een duidelijke verhoging van de kinderbijslag. Iedereen die het dossier de voorbije jaren wat heeft gevolgd, weet dat er een aantal maatregelen in de rand zijn genomen, zoals de verhoging van een aantal leeftijdstoelagen en enkele verbeteringen voor de kinderbijslagregeling voor zelfstandigen. Echter, het volledige kinderbijslagstelsel is bijlange na nog niet kostendekkend.

Bij de tweede eis van de Gezinsbond wil ik mij uitdrukkelijk aansluiten, zeker als mijn CD&V-collega terug een Vlaamsgezinde opstoot krijgt en het standpunt van de Gezinsbond inzake de regionalisering van de kinderbijslagen wil onderschrijven. Ik kan dan vanuit onze fractie niet achterblijven.

Mevrouw de minister, daarom heb ik de volgende drie vragen.

Wat is uw reactie op de eisen van de Gezinsbond, zijnde: ten eerste, de verhogingen en, ten tweede, de regionalisering?

Is er voorzien in een groeipad voor de kinderbijslagen voor de komende jaren met een groei die verder gaat dan de kleine maatregelen die in de voorbije jaren zijn genomen?

Mijn derde vraag zal in uwen hoofde wellicht een stuk gevoeliger liggen. Wat is uw standpunt, versus het standpunt van de Gezinsbond, over de eventuele regionalisering van de kinderbijslagen?

04.07 Minister Laurette Onkelinx: Ten eerste, hoewel ik moet toegeven dat de krantenkoppen misleidend zijn, blijkt uit diverse krantenartikels duidelijk dat minister Vandenbroucke het heeft over de schooltoelage of de studietoelage die aan de kinderen in het Nederlandstalig onderwijs in Vlaanderen en Brussel wordt toegekend.

Vanaf het schooljaar 2008-2009 kent de Vlaamse Gemeenschap school- of studietoelagen toe aan de kinderen in het Nederlandstalig kleuteronderwijs en het lager, secundair en hoger onderwijs. Voorheen werden die schooltoelagen enkel toegekend aan de leerlingen in het Nederlandstalig secundair en hoger onderwijs. Men doet dat via de opmaak van een gezinsdossier voor school- of studietoelagen.

De studietoelagen worden beperkt tot de gezinnen die de toelagen het meest nodig hebben. Er zijn namelijk inkomensgrenzen naargelang het aantal kinderen in het gezin, in tegenstelling tot het systeem van de kinderbijslag, die aan alle kinderen wordt toegekend ongeacht het gezinsinkomen.

Minister Vandenbroucke handelt in deze volledig binnen het kader van zijn gemeenschapsbevoegdheden inzake onderwijs. De toekenning van school- of studietoelagen is een gemeenschapsbevoegdheid. Ik zie dus niet in waarom ik enige actie zou moeten ondernemen. Ik zal dus ook het overlegcomité niet vatten.

Ten tweede, in antwoord op de vraag van de heer Doomst, kan ik u verzekeren dat de dalende koopkracht van de gezinnen mij geenszins IS ontgaan, te meer gezien de wereldwijde crisis waarin wij zijn terechtgekomen. Wat betreft de gedaalde koopkracht van de gezinsbijslagen – u haalt een percentage van 40 procent aan – wil ik het volgende opmerken. Er dient een onderscheid te worden gemaakt tussen de koopkrachtvastheid en de welvaartvastheid. Het is niet correct te stellen dat de kinderbijslag 40 procent heeft ingeboet aan koopkracht. De kinderbijslag is immers automatisch gekoppeld aan de gezondheidsindex. De koopkracht is dus uitgedrukt in termen van de gezondheidsindex gelijk gebleven.

Dat betekent echter niet dat de kinderbijslag welvaartvast is. De 40 procent waarop in de vraag wordt gealludeerd, heeft betrekking op de welvaartvastheid gemeten aan de hand van de evolutie van het netto nationaal inkomen per hoofd van de bevolking, zoals gesteld door professor Bea Cantillon in een studie naar aanleiding van 75 jaar kinderbijslag.

Het was en is voor mij prioritair de gezinnen in onze maatschappij te ondersteunen die het meest behartigenswaardig zijn en voor wie de kinderbijslag in het beschikbare budget een zeer substantieel onderdeel vormt.

Ter info wil ik aangeven dat voor alleenstaande ouders die werken tegen het minimumloon, de kinderbijslag ongeveer 10 procent bedraagt van het inkomen van een gezin met één kind en ongeveer 22 procent van het inkomen van een gezin met twee kinderen. Voor werkloze alleenstaande ouders met één kind die een minimumwerkloosheidsuitkering genieten, is de kinderbijslag gelijk aan ruim 13 procent van het inkomen. Voor degenen die de maximumwerkloosheidsuitkering genieten, is dat ongeveer 12 procent. Voor werkloze eenoudergezinnen met twee kinderen is dat respectievelijk 27,77 procent en 24,93 procent.

Met betrekking tot een eventuele uitbreiding en aanpassing van de kinderbijslagen kan ik alleen maar opmerken dat er reeds verschillende maatregelen zijn genomen aangaande de uitbreiding en berekening van de kinderbijslag.

Ten eerste, sinds juni 2008 is de toekenning van een jaarlijkse leeftijdsbijslag bekrachtigd door de invoering van artikel 44ter in de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders. In augustus 2008 ontvingen de ouders voor hun schoolgaande kinderen volgende bedragen: van 6 tot 11 jaar 53,06 euro, van 12 tot 18 jaar 74,29 euro en van 19 tot 25 jaar 25 euro.

De toekenning van een jaarlijkse leeftijdsbijslag wordt uitgebreid in 2009. In 2009 zal een jaarlijkse leeftijdsbijslag van 25 euro worden toegekend aan de kinderen van 0 tot 5 jaar. Eveneens wordt de jaarlijkse leeftijdsbijslag in 2009 verdubbeld voor de jongeren van 18 tot 25 jaar, tot 50 euro. Het is de bedoeling om te evolueren naar een volledige dertiende maand kinderbijslag voor elk kind.

Sinds 1 oktober 2008 zijn de bepalingen betreffende het recht op de bijslag voor eenoudergezinnen gewijzigd. De toegelaten inkomensgrens per maand werd verhoogd tot 2.060,91 euro en de sociale toeslag werd verhoogd tot 42,46 euro voor het eerste kind en tot 26,32 euro voor het tweede kind.

Ten derde, de laatste fase van de uitbreiding van de nieuwe evaluatieregeling met betrekking tot de verhoogde kinderbijslag voor kinderen met een handicap, zal op 1 mei 2009 worden gerealiseerd. De nieuwe evaluatieregeling zal worden uitgebreid tot de kinderen met een handicap geboren voor 1993. Alle rechthabende kinderen met een handicap zullen aan deze nieuwe evaluatieregeling worden onderworpen die in het algemeen voordeliger is voor het gezin.

Ten vierde, de toekenning van sociale supplementen op basis van artikel 42bis van de voornoemde samengeordende wetten zal ook mogelijk worden voor niet-vergoede langdurig werklozen onder bepaalde voorwaarden. Daarenboven zal, zoals aangekondigd in mijn beleidsnota, een aantal bijkomende maatregelen worden genomen aangaande de uitbreiding en de berekening van de kinderbijslag. Het regeerakkoord vermeldt tevens een specifieke welvaartsenveloppe voor de kinderbijslag.

De regering heeft voor 2009 in een budget van 122,170 miljoen euro voorzien, teneinde vanaf 1 juni 2009 een verhoging van sommige minimumpensioenen te kunnen realiseren. De beschikbare middelen maakten

het evenwel niet mogelijk om in 2009 eveneens een algemene en globale aanpassing van de kinderbijslag door te voeren, maar het regeerakkoord moet worden uitgevoerd.

Mijnheer Doomst, wat betreft uw vraag met betrekking tot het gebruik van de geïnde socialezekerheidsbijdragen voor kinderbijslag, kan ik u het volgende medelen.

Sinds de invoering van het globaal financieel beheer van de sociale zekerheid is het niet meer mogelijk om te bepalen welk concreet bedrag de werkgevers leveren dat specifiek is bestemd voor de kinderbijslag. De gestorte bijdragen worden bovendien verdeeld over de verschillende sectoren van de sociale zekerheid volgens hun te financieren behoeften.

Wat betreft de reële uitgaven aan sociale prestaties ten laste van het werknemersstelsel, inclusief het stelsel gewaarborgde kinderbijslag, werd in 2005 in totaal ongeveer 3,51 miljard euro en in 2007 ongeveer 3,736 miljard euro aan kinderbijslag uitgegeven.

Tot slot kan ik u beiden medelen dat de regionalisering van de kinderbijslag niet is opgenomen in de regeringsverklaring van 31 december 2008.

04.08 Sarah Smeyers (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, uw antwoord was heel precies, maar niet bepaald een antwoord op mijn vraag.

U hebt met een zin op mijn vraag geantwoord, met name dat minister Vandenbroucke wel degelijk binnen zijn bevoegdheid is gebleven, wat mij ook niet verbaast. Dat kan ook niet anders, aangezien de Gemeenschappen bevoegd zijn voor het gezins- en het jeugdbeleid.

Waarop ik wou aansturen, is uit uw mond de logica te horen dat de kinderbijslag dan ook moet worden overgeheveld. Met uw laatste zin gaf u daarop een negatief antwoord. Dat de kinderbijslag nog uit de federale sociale zekerheid komt, is een duidelijk voorbeeld van het feit dat de bevoegdheidspakketten in dit land niet homogeen zijn samengesteld.

Zolang er geen overheveling komt van de kinderbijslag, moet de Vlaamse regering – minister Vandenbroucke – een verhoging van de kinderbijslag doorvoeren op een oneigenlijke manier, via een toeslag. In dit geval gebeurt dit via een schooltoelage. Dat is betreurenswaardig.

Het is op zich geen slechte maatregel, maar een overheveling van deze bevoegdheid en van de kinderbijslag naar de Gemeenschappen zou ertoe kunnen leiden dat alle kinderen gelijk kunnen worden behandeld en dat de kinderbijslag voor alle kinderen kan worden opgetrokken tot op een gelijk niveau. Zoals collega Bultinck reeds zei, is dat ook het standpunt van de Gezinsbond. Met een overheveling kan dat worden verwezenlijkt, omdat Vlaanderen het geld heeft, terwijl er niets zal veranderen zolang het een federale bevoegdheid blijft, aangezien er geen geld is. Gelet op uw achtergrond, denk ik dat u niet tegen de gelijke behandeling van alle kinderen kunt zijn.

04.09 Laurette Onkelinx, ministre: (...)

04.10 Michel Doomst (CD&V): Mevrouw de minister, dank u voor uw zeer uitgebreide antwoord, waarin u heel duidelijk maakt dat uw standpunt sterk sociaal geïnspireerd is en dat men op federaal vlak alles doet wat mogelijk is om de kinderbijslag te nuanceren als een inkomen dat arbeidgerelateerd is. U doet dit met de beste bedoelingen, om daarmee een zekere herverdeling te creëren.

Maar dat is natuurlijk de fundamentele discussie die wij in de toekomst moeilijk uit de weg zullen kunnen gaan. U merkt toch dat er regionaal vanuit een andere invalshoek wordt gedacht, namelijk dat kinderbijslag een recht is van kinderen dat vandaag maatschappelijk toch veel minder arbeidsgelateerd is dan vroeger. Wij moeten dat toch meer en meer durven overwegen.

Vandaar dat ik meen dat de piste van Vlaams minister Vandenbroucke eigenlijk een daad van wanhoop was: hoe kunnen wij dit op het regionale niveau krijgen? Ik meen dat de kwestie nog niet voldoende is genuanceerd en uitgeklaard, maar dit maakt wel duidelijk dat de regio's daar klaar voor staan.

Ik meen dat wij in de toekomst die veranderde maatschappelijke inbedding van de kinderbijslag goed onder ogen moeten zien. Wij kunnen, gezien de federale krapte, niet volhouden dat kinderbijslag

arbeidsgerelateerd is. Ik meen dat wij voor een goede verdeling tussen het federale en het regionale niveau in de toekomst moeten kijken of er regionaal geen betere invulling kan worden gegeven van de maatschappelijke bedoeling van de kinderbijslag.

04.11 Koen Bultinck (Vlaams Belang): Mevrouw de minister, beleefdheidshalve bedank ik u voor uw antwoord, maar ik zeg u zeer eerlijk dat ik een beetje op mijn honger blijf zitten als het om fundamentele antwoorden gaat. U schetst – technisch correct voor iedereen die de situatie de voorbije jaren heeft gevolgd – de situatie waar wij staan, in vergelijking met de vroegere leeftijdstoelagen, de verbeteringen in het luik van de kinderbijslag voor kinderen van zelfstandigen en dergelijke meer. Ook verwijst u specifiek naar het doelgroepenbeleid, waarover over alle partijgrenzen heen een consensus bestaat: een verhoogde kinderbijslag voor gehandicapten en alleenstaande ouders, en het streven naar een volwaardige dertiende maand.

Als het evenwel over de fundamentele eisen handelt die in deze vragen werden geformuleerd, namelijk de eisen van de Gezinsbond dat er een duidelijke kinderbijslagverhoging komt om die eindelijk kostendekkend te maken, moet ik vaststellen dat ik na uw antwoord op mijn honger blijf zitten. Ik krijg dienaangaande geen langetermijnvisie van u. Idem wat het luik regionalisering betreft.

Eigenlijk zegt u op een zeer fijne manier tegen collega Doomst dat hij zich bij de regeringsvorming heeft laten rollen. Van de regionalisering is in het regeerakkoord immers niets te merken. Wij kunnen daar akte van nemen en wat brave of stoute vragen stellen, maar u hebt uw gelijk gehaald in het regeerakkoord. Vanuit uw standpunt zou ik eerlijk gezegd hetzelfde hebben gedaan indien ik minister was geweest.

04.12 Laurette Onkelinx, ministre: Je suis assez grande pour interpréter mes propres propos. Je n'ai nullement voulu attaquer M. Doomst. Ce dernier n'est plus présent, mais j'espère que mes propos lui seront rapportés.

04.13 Koen Bultinck (Vlaams Belang): Maar, fundamenteel, mevrouw de minister, los van alle interpretaties die wij ...

04.14 Laurette Onkelinx, ministre: Il existe des lieux de discussion pour les réformes institutionnelles, mais qui ne sont pas le gouvernement fédéral.

04.15 Koen Bultinck (Vlaams Belang): Dat is wel duidelijk uit uw antwoorden, mevrouw de minister.

Fundamenteel blijven wij echter een beetje op onze honger. Aangaande de specifieke eisen van de Gezinsbond zegt u eigenlijk tweemaal noch mossel noch vis, waarmee ik het zeer eufemistisch uitdruk. U bekent in dezen eigenlijk niet echt kleur.

Inzake drastische verhogingen somt u een aantal maatregelen op van datgene wat er is voorzien, maar ik hoor geen langetermijnvisie.

U zegt dat de regionalisering niet in het regeerakkoord staat, en daarmee moet ik het doen.

Dat dossier zal dus in de komende maanden ongetwijfeld verder worden opgevolgd. Het zal nog wel eens terugkomen in deze commissie als het ieder van ons goed uitkomt.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.16 uur.
La réunion publique de commission est levée à 16.16 heures.*